

## LANCÉ DEPUIS HUIT ANS À ANNABA Le Centre anti-cancer opérationnel en 2014

Différée à plusieurs reprises lors des différentes visites des ministres qui se sont succédé à la tête du secteur de la santé, la mise en service du Centre anti-cancer (CAC) de Annaba sera fonctionnelle avant la fin de l'année en cours. C'est la principale décision prise, cette fois-ci, par le ministre Abdelmalek Boudiaf, en visite de travail lundi dans cette ville.

Un grand retard a en effet été enregistré dans la réalisation de cet établissement sanitaire, ô combien nécessaire aux milliers de personnes souffrant de cette pathologie non seulement de Annaba mais de toutes les wilayas de l'extrême nord-est du pays.

Lancée en 2006, la finalisation du projet d'une capacité de 150 lits a traîné depuis en longueur pour des motifs liés beaucoup plus à la bureaucratie qu'autre chose, alors que le calvaire des malades n'en finissait pas. Les plus heureux d'entre eux étaient obligés de se déplacer vers Constantine, Alger et Ouargla pour une prise en charge avec, cependant, une fatigue supplémentaire et des frais de voyage. Les autres prenaient leur mal en patience attendant, durant toute cette longue période, l'hypothétique ouverture du CAC, que certains parmi eux ne verront jamais.

Cette situation a fait sortir le ministre de ses gonds. Il a mis fin, séance tenante, au contrat passé avec le bureau d'études Bereg à qui il a reproché tout ce retard, sans ménager pour autant les responsables locaux de son secteur. Cela s'est passé lors de la séance de travail convoquée spécialement pour débattre de ce projet, et qui a regroupé les responsables du secteur de la santé, le secrétaire général de la wilaya, le président de l'APW, d'une majorité de P/APC.

Étaient également présents à cette séance de travail les représentants de l'entreprise chinoise en charge de ce projet de réalisation, des bureaux d'étude, celui remercié et son remplaçant, outre ceux de la presse.

Prenant l'assistance pour témoin, le ministre s'est engagé à ouvrir ce CAC avant la fin de l'année en cours. Tout comme il a annoncé, s'adressant aux représentants de l'entreprise chinoise, de régler leur situation financière dans un délai n'excédant pas un mois. Sans omettre de mettre les responsables du projet devant leur responsabilité quant à un éventuel retard supplémentaire de celui-ci dont trois accélérateurs ont déjà été acquis.

La dotation du secteur de la santé de Annaba de 291 postes budgétaires qui viendront s'ajouter aux 621 autres attribués récemment, le lancement prochain de trois établissements hospitaliers de proximité de 60 lits chacun à Berrahal, Aïn Berda et Treat, dans la même wilaya ont été parmi les autres décisions prises par le ministre lors de cette séance de travail.

Des instructions fermes ont, par ailleurs, été données par le ministre Boudiaf aux directeurs du commerce, de l'environnement, de l'hydraulique et de l'agriculture, présents à la séance de travail, afin de prévenir tout problème sanitaire tels les MTH, les intoxications alimentaires, la brucellose... A cet effet, il a invité les responsables de son secteur à œuvrer en symbiose avec ces directions.

Auparavant, le membre du gouvernement s'est enquis à El Bouni des travaux pour la réalisation du pôle de santé de Annaba comprenant un CHU de 500 lits, une école paramédicale de 1 000 places pédagogiques dont 300 en internat, un établissement hospitalier spécialisé en cardio-chirurgie pédiatrique de 80 lits, un service des urgences médicochirurgicales de 150 lits et un centre de transfusion sanguine.

A. Bouacha

## LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ALERTE SUR SA RECRUDESCENCE

# La hargha reprendra-t-elle de plus belle ?

**La relative trêve sur le front de la hargha est en passe d'être rompue. De l'aveu même du ministère de l'Intérieur, le risque de recrudescence des tentatives d'émigration clandestine est grand. Le journal El Mundo évoque une correspondance émanant du département de l'intérieur mettant en garde les gardes-côtes espagnols et italiens.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - C'est le journal espagnol, *El Mundo*, reprenant une information donnée par le site officiel des Forces et corps de sécurité espagnols, Infopolicia, qui a révélé l'existence d'une correspondance émanant du ministère de l'Intérieur algérien. Le site parle d'une mise en garde adressée à la Direction des opérations des Forces armées espagnoles et relative à l'arrivée supposée de «vagues d'immigrés clandestins dans des embarcations». Ladite correspondance a mis en alerte les gardes-côtes espagnols. Et pour cause, il est de tradition qu'après une relative accalmie imposée aux candidats à l'émigration clandestine pour cause de mauvaises conditions

climatiques, les côtes européennes connaissent un afflux important de harraga. Les gardes-côtes algériens connaissent bien cette réalité et se préparent chaque année en multipliant les patrouilles et en imposant une surveillance encore plus accrue au niveau des points de départ des candidats à l'émigration aussi bien à l'est qu'à l'ouest du pays. Pour les seuls premiers mois de l'année en cours, les autorités espagnoles ont expulsé pas moins de 180 harraga algériens dont 21 mineurs et 16 femmes âgées de 20 à 45 ans. C'est dire qu'en dépit des conditions climatiques qui caractérisent le premier trimestre, les candidats à l'émigration clandestine ne renoncent

pas. Au péril de leur vie, ils n'hésitent pas à s'aventurer en mer sur des embarcations de fortune dans l'espoir de rejoindre les côtes espagnoles ou italiennes. Beaucoup périssent en mer. Combien sont-ils ? Pas de statistiques officielles mais le drame que vivent des milliers de familles est lui bien réel. Des mères et des pères pleurent leurs enfants sans pouvoir faire le deuil de leur progéniture. Elles sont tout aussi nombreuses les familles sans nouvelles de leurs enfants retenus dans des centres de détention en attendant une éventuelle expulsion. En mettant en garde les autorités espagnoles sur la recrudescence du phénomène, le ministère de l'Intérieur a-t-il également pris le soin d'en faire autant avec les différentes institutions algériennes ? Existe-t-il une stratégie pour guérir le mal à la source ? Visiblement non. Toutes les politiques en direction des jeunes

s'apparentent à du bricolage et s'avèrent incapables de redonner espoir à une jeunesse qui ne rêve plus que d'ailleurs. La politique visant à faire de tous les jeunes Algériens des promoteurs ou des chefs d'entreprise via les dispositifs de la microentreprise a montré ses limites. Face à la bureaucratie, aux réticences des banques et à la difficulté d'obtenir des marchés, les jeunes promis à un avenir radieux déchantent rapidement et se retrouvent endettés sans pouvoir rembourser les crédits contractés.

Les discours, les promesses faites aux jeunes ne font qu'accroître leurs désillusions. La pénalisation de la hargha depuis l'amendement du code pénal n'aura finalement pas dissuadé les candidats à l'émigration clandestine. Les gouvernements qui se succèdent se contentent de faire le décompte macabre de ceux qui sont morts en mer...

N. I.

## 23<sup>e</sup> ÉDITION DU SICOM

# Derdouri met l'accent sur la sécurité et le stockage informatiques

**Le Salon international de l'informatique, bureautique et communication Sicom est consacré cette année et pour sa 23<sup>e</sup> édition au thème du Cloud computing et du Big data. Pour Fatma-Zohra Derdouri, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, le thème renvoie aux questions de sécurité informatique et de stockage des informations à prendre en charge.**

**F.-Zohra B. - Alger Le Soir** - Intervenant hier à l'inauguration du Sicom, la ministre dira qu'il s'agit à travers ce genre de manifestations, d'encourager les entreprises privées à présenter leurs produits.

Evoquant le thème du salon, elle a déclaré qu'il était «extrêmement important et d'ordre international, du fait qu'il concerne en premier lieu les questions liées à la sécurité et le stockage d'informations à prendre en charge».

Pour Fatma-Zohra Derdouri, la production et les résultats de la part de ces entreprises demeurent importants. «Nous allons envisager des solutions pour les questions de sécurité et rentrer dans une organisation internationale de préservation de ces informations. Il y a un savoir-faire dont nous sommes fiers et nous allons donc travailler ensemble», a déclaré la ministre. Pour sa part le ministre

de la Communication, Abdelkader Messahel, a évoqué l'importance d'informer le citoyen sur le secteur de l'information et de la communication. Il s'agit selon lui de mettre en relation ce qui est utilisé entre moyens de communication et les nouvelles productions. Il citera aussi des entreprises qui ont été créées dans le cadre de l'Ansej et qui ont orienté leurs actions dans le cadre des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il citera aussi de nouvelles techniques à prendre en charge ainsi que l'échange des programmes entre les télévisions et les radios. Il évoquera aussi l'importance pour le citoyen d'avoir l'information en temps réel.

Le Sicom ouvre ses portes pour sa 23<sup>e</sup> édition et s'étalera sur cinq jours. L'événement est dédié à l'informatique, la bureautique et la communication. Cette

année, avec l'avènement de la 3G, les organisateurs ont décidé de mettre en relief le lien avec l'entreprise. D'où le thème choisi pour cette édition et qui concerne l'entreprise à l'ère du Cloud computing et du Big data.

Le lancement de la 3G, expliquent les organisateurs du salon, est synonyme de mise en place d'un réseau internet puissant, de large bande passante qui doit permettre à l'entreprise de tirer profit des nouvelles bases de stockage que sont le Cloud computing et le Big data.

Les organisateurs de l'événement précisent aussi que cette année, alors que la tendance mondiale est à la baisse de l'activité des TIC, l'Algérie enregistre une progression de plus de 35% d'où l'intérêt des marques pour le salon.

Sept pays participent au salon et les organisateurs espèrent dépasser les 14 000 visiteurs professionnels et 10 000 visiteurs grand public enregistrés lors des précédentes sessions. 135 exposants sont présents à la Safex avec plus de 70 marques.

F.-Z. B.

## HÉMOPHILIE

# Un programme national mis en place

**Le ministère de la Santé de la population et de la Réforme hospitalière en collaboration avec la Fédération mondiale de l'hémophilie a lancé un programme national pour la prise en charge des hémophiles. Une première pour une maladie orpheline qui touche une naissance sur 10 000.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Latifa Lamhene, présidente de l'association nationale des hémophiles qui intervenait au forum du quotidien *DK News* a indiqué que quatre groupes de travail ont été installés au sein de ce programme au mois de mars dernier. Ils vont établir le registre de commerce de l'hémophile, mettre en place une formation médicale et paramédicale de l'éducation thérapeutique du patient, du diagnostic et du lancement de la prophylaxie soit le traitement à domicile. La vie des personnes hémophiles sera-t-

elle améliorée ? Selon le docteur Bensadok Meriem, maître-assistante au CHU de Béni-Messous, la situation des malades s'est beaucoup améliorée comparée aux dernières années.

Les patients sont ainsi, dit-elle, mieux pris en charge notamment dans les grandes villes. D'ailleurs, son appel c'est que tous les hémophiles puissent bénéficier d'un traitement à domicile.

Cependant, les intervenantes alertent sur un autre danger qui guette ces malades. Il s'agit de la circoncision. «Il faut un bilan pré-

opératoire pour tout acte chirurgical notamment pour les enfants qui doivent se faire circoncire où, généralement, l'acte se fait sans un bilan au préalable et malheureusement des hémophiles décèdent suite à cet acte, ont-elles lancé.

Le docteur Bensadok a expliqué qu'un hémophile doit avoir accès au soin préventif dès l'âge de 1 an à 2 ans. Dans le cas contraire, la maladie peut-être à l'origine d'un handicap.

Le défi, souligne ce médecin, consiste à ne plus arriver à ce stade. Pour se faire, la solution est de généraliser le traitement préventif par prophylaxie. Elle a souligné que l'hémophilie est un trouble congénital de la coagulation qui affecte quasi exclusive-

ment les garçons. Les filles, elles, sont conductrices de la maladie. Elle est causée par un défaut de production de l'un des 13 facteurs de coagulation (facteur 8 (hémophilie A) et facteur 9 (hémophilie B). Elle est traitée actuellement par l'injection de l'un de ces facteurs manquant.

C'est une maladie orpheline et la Fédération mondiale de l'hémophilie estime à environ 400 000 le nombre de personnes souffrant d'une hémophilie dans le monde.

En Algérie le nombre de malades est estimé à 1 843 pour un nombre théorique de 3 000. Maladie incurable, seules les complications de l'hémophilie sont maîtrisées.

S. A.